

International

LES ENJEUX DES MIDTERMS AU SÉNAT

Renan-Abhinav Moog

04/10/2018

À l'approche des élections de mi-mandat, scrutins décisifs quant à la seconde partie de la présidence Trump, Renan-Abhinav Moog, collaborateur parlementaire, analyse les conditions précises qui amèneront peut-être le Sénat – où la majorité républicaine est faible – à basculer du côté du Parti démocrate.

Le 6 novembre 2018 auront lieu des élections capitales aux États-Unis. Ces élections de mi-mandat (*midterms*) permettront de renouveler 35¹ des 100 sièges du Sénat et l'intégralité des 435 sièges de la Chambre des représentants. Cette dernière est aux mains du GOP (Grand Old Party) depuis 2010 ; ils y détiennent 239 sièges, soit 21 de plus que la majorité. Les républicains détiennent également le Sénat, depuis 2014 ; leur majorité, établie à 52 sièges après les élections de 2016, concomitantes à l'élection de Donald Trump, s'est réduite à 51 après la partielle du 12 décembre dernier dans l'Alabama.

Quels sont les enjeux de ces *midterms* ? Quels seront les États-clés et quels éléments seront cruciaux aux démocrates pour remporter la victoire ? À première vue, ceux-ci semblent favoris, mais un certain nombre de difficultés pourraient les priver de cette victoire attendue.

Pourquoi les démocrates devraient normalement gagner

Depuis novembre 2016, les démocrates sont dans l'opposition, ce qui leur permet d'aborder ces *midterms* avec un léger avantage. En effet, le parti présidentiel enregistre toujours des pertes plus ou moins importantes lors des élections de mi-mandat. Sous la présidence de Barack Obama, les démocrates ont perdu la Chambre en 2010 avant de perdre le Sénat en 2014.

Cette tradition se perpétue de façon quasi-mécanique depuis des lustres : un seul président républicain y a échappé, George W. Bush, dont le parti a réussi à reprendre le contrôle du Sénat en 2002, tout en renforçant sa majorité à la Chambre. Auparavant, seules deux élections de mi-mandat s'étaient soldées par un renforcement du parti présidentiel : celles de 1934, à la Chambre et au Sénat, sous la présidence de Franklin D. Roosevelt, et celles de 1998, à la Chambre uniquement, sous celle de Bill Clinton.

Parallèlement à ce phénomène, l'on constate une très bonne tenue générale du parti d'opposition au président lors des *midterms*. Ainsi, sous Ronald Reagan, lors des élections de novembre 1982, 12 sénateurs républicains se représentaient et 10 d'entre eux étaient réélus, soit 83%. Du côté de l'opposition démocrate, 18 sortants se représentaient et 17 d'entre eux étaient réélus, soit 94%. En 1986, 19 sortants GOP se représentaient mais seulement 12 d'entre eux étaient réélus (63%). De l'autre côté, 100% des sénateurs démocrates sortants se représentant (9) étaient réélus.

Sous Bush fils, 93% des sortants républicains étaient réélus en 2002 (contre 91% des sortants démocrates), mais seulement 57% en 2006 (contre 100% des sortants démocrates).

Si l'on couple ces données avec le taux d'approbation du président (« President Job approval rate », de Gallup), il se trouve qu'au 2 février 2002, George W. Bush était à 83% de popularité, et qu'au 2 février 2006, sa popularité avait chuté à 40%. Idem pour Barack Obama. À 50% de popularité au 1^{er} janvier 2010, son parti avait fait réélire 82% de ses sénateurs sortants en novembre de la même année. Et à 42% de popularité au 1^{er} janvier 2014, seulement 67% des sénateurs sortants démocrates avaient été réélus.

Or, un peu plus d'un mois avant les élections de novembre 2018, Donald Trump est à... 40% de popularité.

Entre 1982 et 2014, lorsque les démocrates étaient dans l'opposition, leur moins bon taux de réélection de leurs sénateurs sortants lors des *midterms* était de 90,9%, leur meilleur de 100%. Sur la même période, lorsque les républicains étaient à la Maison-Blanche, leur moins bon taux de réélection de leurs sortants lors des *midterms* était de 57% et leur meilleur de 93%. En théorie, les démocrates devraient faire réélire entre 23 et 25 de leurs 25 sénateurs sortants (si tous se représentent) en novembre 2018, tandis que les républicains devraient faire réélire entre 3 et 6 de leurs 6 sortants qui se représentent, ce qui signifie entre 0 et 3 victoires pour les démocrates.

Toutefois, ils vont avoir à affronter cinq difficultés majeures dans leur conquête de la majorité.

Première difficulté : ils ont déjà 75% des sièges de la série à renouveler

Avec leurs 49 sièges², les démocrates ne doivent obtenir qu'un gain net de deux sièges, ce qui à première vue paraît tout à fait à leur portée, surtout dans le contexte favorable que l'on a rappelé. Toutefois, ils se trouvent handicapés par la répartition très inégale de leurs 47 sièges entre les trois classes de sénateurs³. En effet, si les démocrates occupent 25 des 33 sièges renouvelables en novembre 2018, ils n'en occupent que 11 sur 33 pour ceux de classe 2, renouvelables en novembre

2020, et 12 sur 34 pour ceux de classe 3, renouvelés en novembre 2016. Aussi, la seule série des sénateurs de classe 1 représente 52% des sièges démocrates au Sénat. En comparaison, les républicains ne remettent en jeu que 15% de leurs 51 sièges.

Cette domination démocrate sur la série des sénateurs de classe 1 ne date pas d'hier : depuis 1970, sur huit cycles électoraux, les démocrates étaient largement majoritaires à sept reprises.

Deuxième difficulté : les sièges qu'ils ne détiennent pas sont pour la plupart des fiefs républicains

Si les républicains détiennent 8 des 33 sièges, il s'agit d'avoir en tête lesquels : le Wyoming, l'Utah, le Texas, le Tennessee, le Mississippi, le Nebraska, l'Arizona et le Nevada, qui sont pour la plupart des bastions du GOP. Le Wyoming et l'Utah n'ont plus élu de sénateur démocrate depuis 1976, le Mississippi depuis 1988, le Texas depuis 1993, l'Arizona et le Tennessee depuis 1994. Autant dire qu'en théorie, il est impossible de faire basculer ces six sièges, auxquels il convient d'ajouter le Nebraska. En effet, si cet État a élu ou réélu un sénateur démocrate à toutes les élections de cette série de 1976 à 2006, dans le même temps, il n'a voté qu'une seule fois pour un candidat démocrate à un scrutin présidentiel depuis la Seconde Guerre mondiale – c'était en 1964. En 2012, le retrait du sortant Ben Nelson a favorisé l'élection de la républicaine Deb Fischer, malgré la candidature de Bob Kerrey, sénateur de 1989 à 2001 et prédécesseur de Nelson. Et en 2016, Donald Trump l'a emporté avec 25 points d'avance sur Hillary Clinton. Même si le Nebraska a constamment élu un sénateur démocrate tout en votant constamment en faveur du GOP lors des précédents scrutins présidentiels, ce siège semble totalement hors de portée des démocrates, surtout si la sénatrice sortante Deb Fischer se représente, bénéficiant ainsi de la prime au sortant.

Reste donc le Nevada : c'est le seul État ayant un sénateur républicain qui a été remporté par Hillary Clinton l'année dernière. Un espoir de conquête pour les démocrates, certes, mais largement insuffisant pour regagner le Sénat. Leur victoire surprise dans l'Alabama a légèrement simplifié cette équation insolvable, en abaissant leur gain net minimal nécessaire de trois à deux sièges.

Troisième difficulté : ils doivent défendre des sièges dans des « Trump States »

Si le GOP n'a qu'un seul siège dans un « Clinton State », les démocrates en ont dix dans des « Trump States », ce qui est beaucoup, mais pas inhabituel. Ainsi, en 1982, les démocrates faisaient élire 17 sénateurs dans des États ayant voté Ronald Reagan en 1980, dont 2 *pick-up*⁴. À l'inverse, le GOP faisait élire 2 sénateurs dans des États ayant voté pour Jimmy Carter.

En 1988, pas moins de 14 sénateurs démocrates étaient élus dans des États ayant voté pour George H. Bush le même jour, dont 3 *pick-up*. Inversement, 3 sénateurs républicains étaient élus dans des États ayant voté pour Michael Dukakis. En 1994, la situation s'inversait : 12 sénateurs GOP étaient élus dans des États ayant voté pour Bill Clinton deux ans plus tôt (4 *pick-up*), contre seulement 3 démocrates élus dans des « Bush States ». En 2000, une sorte d'équilibre est atteint : 5 démocrates dans des « Red States », 4 républicains dans des « Blue States » (mais 2 *pick-up* côté démocrate contre aucun côté républicain). En 2006 et 2012, l'on arrive à une répartition qui ressemble à l'actuelle : 8 démocrates contre 1 GOP en 2006, 5 démocrates contre 1 GOP en 2012.

Les démocrates ont beaucoup plus de sénateurs élus dans des fiefs républicains qu'inversement. L'élection de novembre 2016 l'illustre bien : dans 14 États, Hillary Clinton a battu Donald Trump par plus de 7,09 points, soit une marge plus favorable de 5 points que la marge nationale. Donald Trump, lui, l'a emporté dans 26 États avec une marge supérieure à 2,91 points (soit une marge plus favorable de 5 points que la marge nationale).

Le GOP n'a aucun siège dans les 14 États plus favorables à Hillary Clinton que la moyenne ; les démocrates, eux, en ont 6 dans les 26 États plus favorables à Donald Trump. Et ces 6 sièges sont tous renouvelables en 2018. Et l'avance de Trump y est importante : +8,13% dans l'Ohio, +18,63% dans le Missouri, +18,91% dans l'Indiana, +20,42% dans le Montana, +35,73% dans le North Dakota et jusqu'à +42,07% en Virginie occidentale.

Ce sont au moins six occasions pour les républicains d'aller reconquérir des sièges sur les démocrates et autant d'occasions de renforcer leur majorité au Sénat !

Au moins six, car il convient d'y ajouter quatre États dont le siège de sénateur renouvelable en 2018 est tenu par un démocrate, et où Donald Trump l'a emporté par moins de 2% en 2016 : le Michigan (+0,23%), la Pennsylvanie (+0,72%), le Wisconsin (+0,77%) et la Floride (+1,2%).

Aussi, même si tous les sortants démocrates se représentent – ce qui n'est pas acquis, le risque de perdre au moins un siège est très important, bien plus qu'en 2012. En 2012, l'élection des 33 sénateurs de classe 1 a eu lieu en même temps que l'élection présidentielle qui a vu Barack Obama se faire réélire. À l'époque, les sortants démocrates dans les bastions républicains avaient tous été élus (Heidi Heitkamp, Dakota du Nord) ou réélus (Jon Tester, Montana ; Claire McCaskill, Missouri ; Joe Manchin, Virginie-Occidentale), à l'exception du Nebraska, où, malgré la candidature de Bob Kerrey, sénateur à la retraite, les démocrates n'avaient pas réussi à sauver le siège de Ben Nelson qui ne se représentait pas.

Quatrième difficulté : le découpage des districts ne leur est pas favorable

Nous avons beaucoup évoqué le Sénat, mais la situation à la Chambre des représentants n'est pas plus favorable. Longtemps un bastion du Parti démocrate, la Chambre a basculé dans le camp républicain en 2010. Dans le même temps, les démocrates ont perdu la plupart des postes de gouverneurs en jeu depuis 2008. Ils ne détiennent actuellement que 16 sièges, contre 33 au GOP. Ce faisant, ils ont perdu la main sur une chose essentielle : le redécoupage décennal des 435 districts congressionnels, servant de circonscription d'élection aux élus de la Chambre des représentants. Ces redécoupages ont lieu tous les dix ans, après un recensement. Depuis 2010 et jusqu'en 2020, les démocrates évoluent sur un terrain défavorable. Et s'ils échouent à reconquérir un nombre important de postes de gouverneurs en novembre prochain, ils devront composer avec ce découpage défavorable jusqu'en 2030. En 2016, avec 48% du vote populaire, les démocrates n'ont gagné que 44,6% des sièges à la Chambre. En 2012, surfant sur la réélection de Barack Obama, ils obtenaient 48,8% des votes contre 47,6% aux républicains. Toutefois, quand ces derniers obtenaient 234 sièges, les démocrates n'en obtenaient que 201.

Cinquième difficulté : une élection partielle à risque

L'état-major démocrate ne l'avait pas vu venir, mais le mois de décembre 2017 a mis un nouvel obstacle sur leur route vers la victoire. Accusé d'agression sexuelle, le sénateur du Minnesota, Al Franken – par ailleurs figure de l'aile gauche du parti – a dû démissionner, une démission qui a pris effet le 4 janvier 2018. Cette démission imprévue provoque l'organisation d'une élection partielle, qui aura elle aussi lieu en novembre 2018. Même si le Minnesota est un fief démocrate⁵, ce scrutin est loin d'être gagné d'avance. Franken est bien placé pour le savoir ; en 2008, il n'a été en effet proclamé vainqueur qu'après cinq mois de procédure et avec 312 voix d'avance sur le sortant GOP, sur plus de 2,8 millions de votes. Le plus inquiétant reste le score obtenu par Hillary Clinton en novembre 2016. Elle n'a devancé Donald Trump que de 1,52 points, ce qui en fait sa deuxième moins grande victoire après le New Hampshire. Certes, le Minnesota n'a pas été emporté par la vague Trump, contrairement à ses voisins de la Rust Belt⁶. Mais ce faible score, additionné à un potentiel vote de défiance, lié au scandale Franken, menace les chances de victoire démocrate. Or, les démocrates ne peuvent pas se permettre de perdre un seul siège, s'ils veulent reconquérir le Sénat. Ils seront représentés par Tina Smith, sénatrice sortante désignée par Mark Dayton, gouverneur de l'État, pour finir le mandat de Franken jusqu'à ladite partielle.

Or, depuis le début du mois d'août 2018, la sortante Tina Smith et sa challenger Karin Housley sont dans un mouchoir de poche virtuel. En effet, l'avance apparente de Smith est – en tenant compte de la marge d'erreur – très faible. Le dernier sondage disponible, datant du 17 septembre, crédite

Smith de 44% d'intentions de vote contre 37 à Housley. La marge d'erreur est de 3,5%. Les deux candidates sont donc virtuellement à égalité, à 40,5% chacune.

Trois facteurs leur seront essentiels pour gagner

Pour sauver un maximum de sièges, les démocrates ont besoin que trois facteurs soient réunis.

Ils doivent récupérer le vote des indépendants

Une grande partie des Américains se considèrent comme indépendants et sont susceptibles de voter pour les démocrates ou les républicains en fonction de leur niveau de mécontentement, par exemple. Donald Trump a pu gagner en 2016 grâce à un fort appui des indépendants dans des États-clés.

Ils doivent gagner le vote féminin, faire en sorte que l'électorat soit majoritairement féminin et le plus féminin possible

En effet, pratiquement partout aux États-Unis, il existe un fort (voire très fort) « gender gap » : les femmes votent plus pour les démocrates que les hommes. Cela se vérifie à la fois dans les fiefs démocrates, mais également dans les États pivots (voire certains fiefs démocrates), où les hommes votent républicain, tandis que les femmes votent démocrate, et jusque dans les fiefs républicains, où les femmes votent majoritairement pour le GOP mais moins largement que les hommes.

C'est le cas dans le Missouri. En 2006 et 2012, Claire McCaskill, sénatrice démocrate, a remporté cet État qui est de plus en plus républicain. En 2016, son collègue républicain Roy Blunt a été largement réélu. En 2006, les femmes représentaient 55% des votants, et votaient à 51% pour McCaskill contre 45% pour son opposant républicain, le sénateur sortant Jim Talent. Les hommes, eux, votaient à 51% pour Talent contre 46% pour McCaskill. Au niveau de l'État, McCaskill était élue avec 49,6% contre 47,3% pour Talent. En 2012, alors que l'adversaire de Claire McCaskill, Todd Akin, a fait polémique après des propos sur le viol, la sénatrice démocrate remportait le vote féminin et masculin, mais avec une différence importante : 58 contre 36 côté féminin, 51 contre 43 côté masculin. Et un score global de 54,8% contre 39,1%. Là encore, les femmes représentaient 55% des votants. En 2016, Roy Blunt l'a emporté par 49,18% contre 46,39% à son adversaire démocrate Jason Kander. Si Jason Kander était majoritaire dans le vote féminin (52 contre 46), il était largement devancé dans le vote masculin (40 contre 55). De plus, les femmes ne représentaient que 54% des votants. La défaite de Jason Kander peut s'expliquer par sa performance moyenne dans le

vote féminin. En ne gagnant que 40% du vote masculin, mais en obtenant 58% du vote féminin comme l'avait fait Claire McCaskill quatre ans plus tôt, son score aurait été d'environ 49,7% contre 44,7% à Roy Blunt.

L'influence de ce *gender gap* se vérifie partout ailleurs. Donc, plus les démocrates convaincront l'électorat féminin et plus les femmes iront voter en novembre 2018, plus ils auront de chance de conserver leurs sièges voire de faire de nouvelles conquêtes.

Ils doivent maximiser le vote des minorités

Encore un fait statistique : les minorités, qu'il s'agisse des afro-américains, des latinos ou des asiatiques, votent plus ou moins très majoritairement pour les démocrates. Par exemple, en 2016, Hillary Clinton n'a remporté que 37% du vote des blancs (71% des électeurs), contre 57% pour Donald Trump. Chez les asiatiques (4% des électeurs), son score monte à 65% contre 27, à 66% contre 28 pour les latinos (11% des électeurs), jusqu'à 89% contre 8 pour les afro-américains (12% des électeurs). En comparaison, voici la répartition des trois scrutins précédents :

Blancs :

- 2012 : 39 en faveur du candidat démocrate, contre 59 en faveur du candidat républicain (72% des électeurs)
- 2008 : 43 contre 55 (74% des électeurs)
- 2004 : 41 contre 58 (77% des électeurs)

Afro-américains :

- 2012 : 93 contre 6 (13% des électeurs)
- 2008 : 95 contre 4 (13% des électeurs)
- 2004 : 88 contre 11 (11% des électeurs)

Latinos :

- 2012 : 71 contre 27 (10% des électeurs)

- 2008 : 67 contre 31 (9% des électeurs)
- 2004 : 53 contre 44 (8% des électeurs)

Asiatiques :

- 2012 : 73 contre 26 (3% des électeurs)
- 2008 : 62 contre 35 (2% des électeurs)
- 2004 : 56 contre 44 (2% des électeurs)

Or, au niveau de la population globale des États-Unis, selon le dernier recensement du 1^{er} juillet 2016, les blancs représentent 61,3% de la population, les latinos 17,8%, les afro-américains 13,3% et les asiatiques 5,7%. Donc, plus il y a de personnes issues des minorités inscrites pour voter et plus ces personnes votent, plus les démocrates sont favorisés.

Prenons l'exemple de la Pennsylvanie. En 2012, le sénateur démocrate Bob Casey était réélu, tandis qu'en 2016, son homologue républicain Pat Toomey l'était également. D'après le recensement de 2016, la population de l'État est ainsi répartie : blancs à hauteur de 77%, afro-américains 11,8%, latinos 7%, asiatiques 3,5%. En 2012, les blancs votaient à 53% pour le candidat républicain contre 45% au sénateur démocrate sortant Bob Casey. Ils représentaient 78% des votants. Les afro-américains votaient à 91% pour Casey contre 7% à Tom Smith ; ils représentaient 13% des votants. Enfin, les hispaniques votaient à 78% pour Casey et représentaient 6% des votants. En 2016, les blancs votaient à 56% pour le sénateur sortant GOP Pat Toomey, contre 40% à son opposante Katie McGinty. Ils représentaient 81% des votants. Les afro-américains votaient à 90% pour McGinty contre 10% pour Toomey, et représentaient 10% des électeurs. Enfin, les latinos votaient à 74% pour McGinty contre 21% pour Toomey, et représentaient 6% des électeurs. Ainsi, les 19% d'électeurs non blancs votaient à 80% pour la candidate démocrate contre 17% au sénateur républicain. Si, en 2012, les démocrates l'emportaient avec 53,7% contre 44,6%, en 2016, ils n'obtenaient que 47,34% contre 48,77% aux républicains.

Les États à surveiller

Parmi les 8 États ayant un sénateur GOP sortant et renouvelable en 2018, on a déjà évoqué le Nevada : c'est le meilleur espoir de conquête pour les démocrates. On a également dit qu'il était insuffisant : il faut encore trouver un autre siège, dans sept États tous plus « rouges » les uns que

les autres. Trois États vont concentrer tous les regards.

Tout d'abord, l'Arizona. Même s'il n'a pas élu de sénateur démocrate depuis 1994, même s'il n'a voté qu'une seule fois pour un candidat démocrate depuis la Seconde Guerre mondiale (en 1996, et pas en 1964 comme 90% des États américains), il est le premier des « Trump States » (les 26 États où Donald Trump a une marge de victoire qui lui est au moins 5 points plus favorable que la marge nationale). En effet, Donald Trump n'y a devancé Clinton que de 3,54%. En 2012, Jeff Flake, candidat GOP à la succession du Sénateur Jon Kyl, n'avait gagné qu'avec une légère avance : 49,7 contre 45,8. Les votants étaient répartis de façon égale entre hommes et femmes : 50/50. Mais Flake obtenait 54% du vote masculin contre 51% du vote féminin pour son adversaire démocrate Rick Carmona. De plus, Flake remportait 58% du vote blanc (73% des électeurs), tandis que Carmona le devançait avec 74% chez les hispaniques (19% des votants). Or, en 2016, les blancs représentaient 55,5% de la population contre 30,9% aux hispaniques. Une augmentation de la participation « latina » peut être suffisante pour faire basculer le scrutin en faveur des démocrates, d'autant plus que Jeff Flake a renoncé à se représenter.

Vient ensuite le Texas. Sur le papier, c'est un fief incontesté des républicains et ce depuis les années 1980. Le Texas est si peu disputé qu'il n'y a même pas d'*exit poll* disponible au niveau sénatorial. Il faut donc se baser sur le scrutin présidentiel pour compléter cette analyse. Donald Trump ne l'a emporté qu'avec 8,99% d'avance sur Hillary Clinton, cela paraît beaucoup de prime abord, mais beaucoup moins quand on rappelle que l'avance de Mitt Romney sur Barack Obama en 2012 était de 15,8%, soit près du double. Si l'on s'intéresse au *gender gap*, on s'aperçoit que Trump a gagné 57% du vote masculin et 47% du vote féminin. Clinton a remporté 37% du vote masculin et... 49% du vote féminin. Les femmes représentaient par ailleurs 53% des votants, contre 47% pour les hommes. Pourtant, les femmes ne représentent que 50,4% de la population texane. Au niveau du *race gap*, les blancs représentaient 57% des votants en 2016 et votaient à 69% pour Trump. Les non-blancs représentaient 43% des votants et votaient à 66% pour Clinton. Mais au niveau de la population, si l'on additionne 12,6% d'afro-américains, 39,1% d'hispaniques et 4,8% d'asiatiques, on s'aperçoit que les minorités représentent 56,5% de la population du Texas. Et c'est là que le travail du Parti démocrate débutait : il a eu un an pour faire s'inscrire le plus de personnes issues des minorités et les faire voter.

Dernier État, le Tennessee. Cela peut sembler étrange, Donald Trump l'a remporté avec une avance de 26%, et Al Gore a échoué à s'y imposer en 2000 alors qu'il s'agissait de son « Home State ». De plus, les deux sièges de sénateur ont basculé des démocrates aux républicains il y a vingt-trois ans.

Deux éléments incitent à mettre le Tennessee dans cette liste : d'une part, Bob Corker, sénateur

GOP sortant, a renoncé à se représenter ; d'autre part, il n'y a pas si longtemps, une élection sénatoriale a été particulièrement serrée dans cet État. En 2006, le même Corker ne l'a emporté qu'avec 50,7% contre 48% au démocrate Harold Ford. Un score exceptionnellement serré, dans un contexte défavorable aux républicains et dans le cadre d'une succession, le sénateur sortant Bill Frist ne se représentant pas. C'est donc une situation assez similaire à celle qui se profile pour novembre prochain. À une différence près, mais notable : en 2004, l'écart entre George W. Bush et John Kerry n'y était que de 14,3%, soit pratiquement la moitié de l'écart entre Trump et Clinton douze ans plus tard.

Si la personnalité du candidat présenté par le Parti démocrate aura une incidence sur le scrutin, c'est encore du côté du *race gap* qu'il faut se pencher. En 2006, les blancs représentaient 85% des votants et votaient à 59/40 en faveur du GOP. Les afro-américains représentaient 13% des votants et votaient à 95/4 en faveur des démocrates. Or les noirs représentent, toujours selon le recensement de 2016, 17,1% de la population. Les démocrates ont prouvé qu'ils pouvaient mobiliser l'électorat afro-américain en dehors des années de vote présidentiel, ce qui leur a permis de gagner en Alabama. L'enjeu est donc de réitérer cet exploit.

Gagner deux sièges dans quatre États dont un seul semble à la portée des démocrates, tout en défendant dix sièges dans des États où Trump l'a emporté avec au moins 8 points d'avance, voilà un pari qui semble bien difficile à tenir. Et ce, malgré les 38% d'Américains satisfaits du travail de D

1. 33 sièges de la série des sénateurs de classe 1 et deux élections partielles dans le Minnesota et le Mississippi.
2. 47 démocrates auxquels se joignent deux indépendants, Bernie Sanders du Vermont et Angus King du Maine.
3. Aux États-Unis, les 100 sénateurs sont répartis en trois classes : 1^{ère}, 2^e et 3^e. Tous les deux ans, il est procédé à l'élection des sénateurs d'une classe. Le mandat sénatorial est de six ans.
4. *Pick-up* : Changement de parti dans un État lors d'une élection.
5. Depuis 1960, sur les 15 scrutins présidentiels, le Minnesota n'a voté qu'une seule fois pour le GOP. C'était en 1972, lors de la réélection de Richard Nixon.
6. La Pennsylvanie, le Michigan, l'Ohio et le Wisconsin.